



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

AVIS DE VACANCE DE POSTE (CADRE ORGANIQUE) N°: IRC2654

Date de publication: 6 Novembre 2014

Date limite de dépôt des candidatures: 4 Decembre 2014

TITRE FONCTIONNEL:	Juriste	CLASSE:	P-3
		LIEU:	Addis-Abeba (Éthiopie)
UNITE ADMINISTRATIVE:	Sous-Division droit et développement (LEGN)	D'AFFECTATION:	de durée déterminée: deux ans
	Bureau des affaires juridiques et de l'éthique (LEG)	DUREE *:	
		NUMERO DU POSTE:	0012130
		CODE CCGP:	1.G.02

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler.

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Le titulaire du poste pourra être réaffecté à d'autres activités et/ou lieux en fonction des besoins de l'Organisation.

Cadre organisationnel

Le Bureau du Conseiller juridique veille à ce que les activités de l'Organisation soient menées en conformité avec l'Acte constitutif et les autres Textes fondamentaux de l'Organisation, d'une manière cohérente avec son statut d'organisation intergouvernementale du système des Nations Unies, et à ce que ses relations avec les gouvernements, les organisations et les individus aient une solide assise juridique.

Le poste, basé à Addis-Abeba (Éthiopie), relève de la Sous-Division droit et développement, qui offre aux gouvernements des services de consultation juridique dans les domaines suivants: terres, eaux, pêches, végétaux, animaux, alimentation, forêts, flore et faune sauvages, parcs nationaux, environnement et diversité biologique, sans oublier les questions agricoles générales (institutions, commerce, réforme économique).

Position hiérarchique:

Le/la juriste rend compte au juriste principal de la Sous-Division droit et développement, Chef de la Sous-Division droit et développement (LEGN), et est placé(e) sous la supervision directe d'un cadre de la Sous-Division.

Domaine de spécialisation:

Droit du développement, notamment activités, recherches et questions juridiques en rapport avec les activités et le mandat de l'Organisation en matière d'alimentation, d'agriculture et de gestion des ressources naturelles renouvelables, et plus particulièrement la mise en œuvre des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, et des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts.

Résultats essentiels

La formulation d'avis juridiques sur des questions relevant du mandat de l'Organisation

Fonctions essentielles

- Effectuer des recherches et des analyses juridiques approfondies et rédiger des études sur le droit international, public, privé, administratif et/ou du développement, des études comparatives, des notes d'information, des rapports et de la correspondance;
- Examiner de manière approfondie des documents et des instruments juridiques, ou d'autres documents;
- Rédiger ou appuyer la rédaction de documents de travail, d'études, de rapports, de textes législatifs et de commentaires y relatifs;
- Rédiger, ou appuyer la rédaction d'avis juridiques sur une vaste gamme de thèmes du droit international public ou du droit du développement, notamment sur des questions relatives aux privilèges et aux immunités, la primauté du droit, les tribunaux internationaux, questions institutionnelles, le droit des traités et la pratique conventionnelle, ainsi que les questions de procédure soulevées pendant les réunions des organes directeurs de la FAO;
- Participer, selon les besoins, à des groupes de travail, des réunions, des séminaires et des conférences;

Fonctions spécifiques

- Prêter assistance en matière de conseils aux gouvernements membres de la région Afrique sur des questions de droit du développement, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques et institutionnels de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la gestion de l'agriculture et d'autres ressources naturelles renouvelables, en appuyant, entre autres, la mise en œuvre des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts;
- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets de terrain dans les domaines de travail susmentionnés dans la région Afrique;
- Mener des missions consultatives en rapport avec les projets de terrain dans les domaines de travail susmentionnés, notamment dans la région Afrique;
- Contribuer à la fourniture d'avis juridiques et d'informations générales pertinentes aux divisions techniques de la FAO dans les domaines susmentionnés du droit du développement;

- Répondre aux demandes d'information sur le droit national et international en rapport avec les domaines de travail susmentionnés, et qui intéressent la région Afrique;
- Contribuer à la mise en œuvre de politiques de la FAO tenant compte de l'égalité entre les sexes, notamment dans les domaines de travail susmentionnés.

Les candidats seront sélectionnés en fonction des critères suivants:**Conditions minimales à remplir**

- Diplôme universitaire de niveau supérieur en droit
- Cinq ans d'expérience juridique pertinente dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, des ressources naturelles ou du droit du développement
- Connaissance courante de l'anglais et du français

Compétences

- Être axé sur les résultats
- Esprit d'équipe
- Communiquer
- Établir des relations constructives
- Partage des connaissances et amélioration continue

Qualifications techniques/fonctionnelles

- Une expérience dans plusieurs lieux d'affectation ou dans plusieurs domaines d'activité, en particulier sur le terrain, est souhaitable
- Étendue et pertinence de l'expérience des aspects juridiques de l'alimentation et de l'agriculture, notamment en rapport avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les régimes fonciers, les forêts et les pêches
- Aptitude à effectuer des recherches et des analyses juridiques
- Aptitude à rédiger des rapports clairs et concis et expérience de la formulation de textes juridiques (instruments législatifs et réglementaires)
- Étendue et pertinence de l'expérience de la mise en œuvre de projets d'assistance technique en rapport avec la législation nationale

Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO - engagement envers l'Organisation, respect de chacun, intégrité et transparence.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Les candidats doivent posséder une bonne connaissance de l'informatique et des logiciels de traitement de textes.
- Dans le cadre de la procédure d'évaluation, les candidats pourront être soumis à un examen, qui sera suivi d'un entretien axé sur les compétences.
- Les candidatures feront l'objet d'un premier tri sur la base des renseignements indiqués dans le formulaire en ligne (iRecrutement) (voir la section ci-après «*Comment présenter sa candidature*»). Il est fortement recommandé aux candidats de s'assurer que les renseignements indiqués sont exacts et complets, notamment en ce qui concerne les emplois occupés, les diplômes et les connaissances linguistiques.
- Prière de noter que la FAO ne prend en considération que les titres universitaires et diplômes délivrés par un établissement reconnu figurant sur la liste de l'Association internationale des universités/UNESCO.
- Des postes analogues de la même classe pourront être pourvus au moyen du présent avis de vacance et les candidats retenus pourront être inscrits dans le fichier de candidats de la FAO pendant une période de deux ans.
- Il pourra être demandé aux candidats de fournir des évaluations de leur comportement professionnel.

RÉMUNÉRATION

L'Organisation offre une rémunération (traitement et indemnités) compétitive. Pour tout renseignement sur les traitements, indemnités et autres prestations relevant du régime commun des Nations Unies, voir: <http://icsc.un.org/rootindex.asp>

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour présenter une candidature, veuillez remplir le formulaire en ligne que vous trouverez sur le site iRecrutement: <http://www.fao.org/employment/irecruitment-access/en/>. Seules les candidatures reçues par l'intermédiaire de iRecrutement seront prises en considération.

Les candidats sont priés de joindre une lettre de motivation au formulaire en ligne.

Les avis de vacance de poste seront retirés du site iRecrutement à 23 h 59 (heure d'Europe centrale) le jour de la date limite de dépôt des candidatures. Il est recommandé aux candidats d'enregistrer leur candidature bien avant la date limite.

Pour toute question ou toute demande d'aide, s'adresser à: iRecruitment@fao.org

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR